



**CONSEIL DE
L'UNION EUROPÉENNE**

**Bruxelles, le 7 novembre 2007
(OR. en)**

**14186/2/07
REV 2**

**CRIMORG 156
MIGR 106**

NOTE

de la:	présidence
au:	Coreper/Conseil
n° doc. préc.:	14011/07 CRIMORG 149 MIGR 98
Objet:	Projet de conclusions du Conseil sur la traite des êtres humains

À la suite des réunions des Conseillers JAI des 28 octobre et 5 novembre 2007, la présidence présente le projet ci-joint de conclusions du Conseil.

Les recommandations que la Commission a présentées lors de la Journée de lutte contre la traite des êtres humains et qu'elle a révisées ensuite le même jour figurent dans l'addendum 1 au document 14186/07 CRIMORG 156 MIGR 106.

Le Coreper est prié d'inviter le Conseil à adopter les conclusions ci-jointes.

Conclusions du Conseil du

.....2007

sur la traite des êtres humains

Considérant que la traite des êtres humains constitue une violation grave des droits de l'homme et une atteinte à la dignité et à l'intégrité des êtres humains, pouvant conduire les victimes à une situation d'esclavage;

Soulignant que la défense des droits de l'homme est l'une des principales préoccupations de l'UE, et que le traité sur l'Union européenne mentionne l'objectif de l'adoption d'une action en commun par les États membres dans différents domaines de la criminalité, en particulier la traite des êtres humains;

Gardant à l'esprit que la Charte des droits fondamentaux de l'Union européenne interdit la traite des êtres humains en affirmant l'inviolabilité de la dignité humaine, principe consacré dans les instruments internationaux relatifs aux droits de l'homme tels que la Déclaration universelle des droits de l'homme des Nations unies et la Convention européenne des Droits de l'Homme du Conseil de l'Europe;

Ne perdant pas de vue la décision-cadre 2002/629/JAI du Conseil du 19 juillet 2002 relative à la lutte contre la traite des êtres humains, qui fixe comme objectif le rapprochement des dispositions législatives et réglementaires des États membres dans le domaine de la coopération policière et judiciaire en matière pénale afin de lutter contre la traite des êtres humains en établissant un cadre de dispositions communes, au niveau européen, portant sur des questions telles que l'incrimination, les sanctions, les circonstances aggravantes, la compétence et l'extradition;

Vu la décision-cadre 2004/68/JAI du Conseil du 22 décembre 2003 relative à la lutte contre l'exploitation sexuelle des enfants et la pédopornographie, qui vise à rapprocher les dispositions législatives et réglementaires des États membres dans le domaine de la coopération policière et judiciaire en matière pénale afin de lutter contre la traite des êtres humains, l'exploitation sexuelle des enfants et la pédopornographie;

Soulignant l'importance que revêt la Convention du Conseil de l'Europe du 16 mai 2005 sur la lutte contre la traite des êtres humains, qui prône le renforcement du cadre mis en place afin de prévenir et combattre la traite des êtres humains et de protéger les droits des personnes qui en sont victimes;

Vu la communication du 18 octobre 2005 de la Commission au Parlement européen et au Conseil intitulée "Lutter contre la traite des êtres humains: approche intégrée et propositions en vue d'un plan d'action", destinée à renforcer l'engagement pris par l'Union européenne de prévenir et de combattre la traite des êtres humains;

Mettant l'accent sur l'importance que revêt le Plan de l'UE concernant les meilleures pratiques, normes et procédures pour prévenir et combattre la traite des êtres humains adopté en décembre 2005, et conscient que sa mise en œuvre doit être achevée d'ici la fin de 2007;

Soulignant la nécessité de poursuivre la lutte contre la traite des être humains et rappelant les conclusions du Conseil des 4 et 5 décembre 2006 sur la traite des être humains, qui ont conduit à la création du Groupe d'experts sur la traite des êtres humains¹ pour aider la Commission à procéder à un suivi et à une évaluation du plan d'action de l'UE concernant les meilleures pratiques, normes et procédures pour prévenir et combattre la traite des êtres humains;

Rappelant la Feuille de route pour l'égalité entre les femmes et les hommes (2006-2010), qui considère la traite des êtres humains comme un domaine d'intervention essentiel;

Rappelant que le Conseil JAI de juin 2007 a cité la traite des êtres humains parmi les priorités de l'UE en matière de lutte contre la criminalité organisée,

Le Conseil de l'Union européenne

Souligne qu'il importe d'envisager le phénomène dans un contexte global et multidisciplinaire, dans lequel l'ensemble des intervenants et parties prenantes concernés coopèrent, y compris les acteurs de la société civile concernés à l'intérieur et à l'extérieur de l'Europe;

¹ Institué par la décision de la Commission du 17 octobre 2007 (JO L 277 du 20.10.2007, p. 29).

Invite les États membres à renforcer leurs mesures visant à protéger et soutenir les victimes, y compris les mécanismes efficaces permettant d'offrir aide et réparation aux victimes, notamment ceux définis dans la directive 2004/81/CE du Conseil du 29 avril 2004 relative au titre de séjour délivré aux ressortissants de pays tiers qui sont victimes de la traite des êtres humains ou ont fait l'objet d'une aide à l'immigration clandestine, en prenant en considération la promotion des droits de l'homme et les questions de parité entre les sexes;

Est conscient qu'il est nécessaire d'accorder une attention particulière à la situation des enfants victimes de la traite des êtres humains, notamment la traite à des fins d'exploitation sexuelle, en tenant compte du fait que les enfants victimes doivent bénéficier d'une aide et d'une protection appropriées et que leurs droits et besoins spécifiques doivent être pleinement pris en considération;

Souligne la nécessité pour tous les États membres de renforcer leurs dispositifs nationaux de collecte des données et d'informations, ainsi que d'échange de celles-ci entre eux et avec Europol;

Souligne la nécessité pour tous les États membres de promouvoir régulièrement une formation à l'intention de tous les organismes et agents qui apportent ou pourraient devoir apporter un soutien aux victimes de la traite des êtres humains;

Souligne la confiance placée dans la Convention du Conseil de l'Europe du 16 mai 2005 sur la lutte contre la traite des êtres humains, soutient et encourage la mise en œuvre des mesures qu'elle prévoit et appelle à une participation aussi large que possible de tous les pays;

Insiste sur l'importance que revêtent l'élaboration et la mise en œuvre par les États membres de plans d'action nationaux globaux contre la traite des êtres humains, utilisant comme définition commune celle qui figure dans la décision-cadre 2002/629/JAI du Conseil du 19 juillet 2002;

Invite les États membres à envisager des mesures visant à décourager toutes les formes de traite des êtres humains, conformément à l'objectif fixé au point 4.2 du plan de l'UE concernant les meilleures pratiques, normes et procédures pour prévenir et combattre la traite des êtres humains;

Souligne l'importance de l'incrimination de la traite des êtres humains, comme le prévoit la décision-cadre 2002/629/JAI du Conseil du 19 juillet 2002;

Souligne qu'il importe que les États membres œuvrent en faveur de la confiscation des produits, des instruments et des biens en rapport avec le crime en ce qui concerne la traite des êtres humains, dans le contexte des dispositions de la décision-cadre 2005/212/JAI du 24 février 2005;

Souligne qu'il importe de recevoir de la Commission le rapport d'évaluation et de suivi du plan d'action de l'UE concernant les meilleures pratiques, normes et procédures pour prévenir et combattre la traite des êtres humains adopté en décembre 2005, si l'on veut que la lutte contre la traite des êtres humains se poursuive en 2008;

Prend acte des recommandations sur l'identification et l'orientation des victimes de la traite des êtres humains, en particulier concernant le soutien aux victimes, présentées par la Commission lors de la réunion tenue le 18 octobre 2007 à l'occasion de la Journée de lutte contre la traite des êtres humains, telles qu'elles ont été modifiées ultérieurement, et qui doivent être publiées sur le site internet de la Commission;

Prend note des conclusions de la Conférence sur la traite des êtres humains et l'égalité des sexes organisée à Porto, les 8 et 9 octobre 2007, qui a donné lieu à la Déclaration de Porto figurant en annexe;

Se félicite de la célébration, le 18 octobre, de la Journée européenne de lutte contre la traite des êtres humains.

**PORTO's DECLARATION**

Porto's Declaration, in the context of the Conference on “Trafficking in Human Beings and Gender” which took place in Porto, on the 8th and 9th October 2007, during the Portuguese Presidency of the European Union,

- Recalling the Charter of Fundamental Rights of the EU which forbids trafficking in Human Beings as expression of the inviolability of the human dignity, fundamental constitutional principal of the member States and which is present in the international tools in the matters of human rights such as the Universal Declaration of the United Nations Human Rights and the European Convention of the Human Rights;
- Reaffirming that the Treaty on the European Union has as main goal the adoption of common strategies among the Member States in the different areas of criminality, in particular in trafficking in Human Beings,
- Recalling also the 2nd, 3rd and 13th articles of the European Union Treaty which impose upon the Member States the duty to promote equality, to eliminate inequality and to take the necessary measures to combat gender discrimination;
- Considering that the Tampere European Council, in October of 1999, urged the need to unleash measures in the fields of prevention and combat against trafficking in human beings and children's sexual exploitation;
- Reminding the Council Framework Decision 2002/629/JHA of 19 July 2002 on combating trafficking in human beings;

- Bearing in mind the Convention on the Elimination of All Forms of Discrimination against Women (CEDAW), and the Convention on the Rights of the Child adopted in 1989 by the UN General Assembly;
- Reminding also ILO Conventions N° 29 (Forced Labour Convention, 1930) and N° 182 (Worst Forms of Child Labour Convention, 1999) on banning and immediate action to eliminate the worst forms of child labour, approved on the Conference on its 87th session (1999);
- Reaffirming the Protocol to Prevent, Suppress and Punish Trafficking in Persons, especially Women and Children, supplementing the United Nations Convention against Transnational Organized Crime (Palermo's Protocol 2000);
- Giving special emphasis to the Council of Europe Convention on Action against Trafficking in Human Beings, 16th of May 2005, which promotes a reinforcement of the legal frame of prevention, combat and protection of the trafficking victims' rights;
- Taking notes of the Brussels Declaration, of September 2002 which has as main goal the development of specific measures as well as rules and better practises to combat trafficking in human beings;
- Reaffirming the Council Directive 2004/81/EC of 29 April 2004 on the residence permit issued to third-country nationals who are victims of trafficking in human beings or who have been the subject of an action to facilitate illegal immigration, who cooperate with the competent authorities;
- Recalling the reflections and recommendations presented in the report, dated from December of 2004, of the Experts Group on Trafficking in Human Beings;

- Taking into account the Roadmap for equality between women and men (2006-2010), that when defining six priority areas of intervention, considers trafficking in human beings as an essential area to eradicate gender violence;
- Taking notes of the EU plan on best practices, standards and procedures for combating and preventing trafficking in human beings adopted in December 2005 (2005/C 311/01);

Appeals to the Council, the Commission and the Member States to

Develop campaigns of sensitising at a national and European level (such as on the 18th of October- EU anti- trafficking day), identifying clearly the most vulnerable groups and related activities so that all the stages of this process can be embraced: prevention, identification, repression, integration and homeward of the trafficking victims;

Promote and establish strategies in the prevention area, taking into account the perspective of gender and all the forms of discrimination and violence against women, combating the associated stereotypes and developing strategies of effective access of women to the labour market;

Create common mechanisms of European reference to monitoring trafficking in Human Beings as far as knowledge, prevention, identification and reintegration of the trafficking victims are concerned;

Create an emergency European hot line with a common number so that the potential victims can get immediate support and information;

Implement a coordinated approach to a national and international level which promote an multidisciplinary action involving actors from social, administrative, judicial areas as well as police force, immigration services and NGO's;

Endeavour specific measures of prevention, protection and support to children victims of trafficking, based on the recognised international principles such as the Convention on the Rights of the Child and UNICEF;

Promote a pro active and holistic approach in the cases of trafficking of Human Beings in armed conflicts, since women and children, in these circumstances, are especially vulnerable groups;

Develop programs of training aiming the several actors of the different intervention areas, as a way to promote a multidisciplinary and coordinated approach, adopting common methodologies and contents between the several member states;

Combine efforts so that third countries nationals, who are victims of trafficking in human beings, can be granted with a reflection period which enables them to escape and recover from the influence of the perpetrators, allowing them to reach a decision as far as to cooperate or not with the competent authorities as it is established on the Council Directive 2004/81/EC of 29 April 2004;

Promote measures of protection and support to the victims in a human rights perspective, allowing either the integration in the welcoming countries or the possibility to return to their own countries, with special care to the most vulnerable groups namely women and children;

Promote the internal procedures needed to ratify the Council of Europe Convention on Action against Trafficking in Human Beings, 16th of May 2005;

Prepare and implement national and comprehensive action plans against trafficking in Human Beings, adopting as common definition the one existing on the Council Framework Decision 2002/629/JHA of 19 July 2002 on combating trafficking in human beings;

Improve the national and European mechanisms of monitoring the activities of labour agencies that recruit seasonal workers and to the tourist industry among others, which may conceal or facilitate trafficking in Human Beings;

Equate the hypothesis of creating special units of research and combat trafficking in Human Beings, in close relation, not only with the other Member States but also with European structures;

Include in their juridical frames, the incriminating charge of trafficking in Human Beings as established, from Council Framework Decision 2002/629/JHA of 19 July 2002 on combating trafficking in human beings similarly to the solutions praised by the Council of Europe Convention on Action against Trafficking in Human Beings, 16th of May 2005;

Foresee, in their juridical frames, the penal responsibility of the legal people involved in the trafficking crime according to the Council Framework Decision of 19 July 2002 on combating trafficking in human beings and similarly to the solutions praised by the Convention of the European Council against trafficking in Human beings;

Establish a legal frame connected to confiscation of crime-related proceeds, instrumentalities and property related to the trafficking in Human Beings as it is set on the Council Framework Decision 2005/212/JHA of 24 February 2005 and may consider the possibility of using part of the confiscated property in prevention, support and integration programmes for the trafficking victims;

Commit in the adoption, at an EU and internal levels, of mechanisms that impose upon employers the need to make sure their own workers coming from a third country are not in an irregular situation.

Porto, 9th October 2007
